



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
et du Soutien Interministériels**

Arrêté préfectoral de mise en demeure
à l'encontre de la société MAXAM France pour son site situé Forêt d'Autun
sur les communes de THÉNEZAY (79390) et LA FERRIÈRE-EN-PARTHENAY (79390)

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de Préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du Président de la République du 26 juin 2025 portant nomination de Monsieur Tony CHESNEAU-LLOYD en qualité de directeur de cabinet du préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 31 juillet 2025 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5524 du 18 décembre 2014 actualisant les prescriptions applicables à la SAS MAXAM ATLANTIQUE et actant la révision de l'étude de dangers pour l'exploitation d'un dépôt d'explosifs et d'unités de fabrication d'explosifs sis Forêt d'Autun sur les communes de Thénézay et de la Ferrière-en-Parthenay ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° A6410 du 10 octobre 2022 autorisant la société MAXAM France à reprendre les activités précédemment exploitées par la société Maxam Atlantique sur les communes de Thénézay et La Ferrière-en-Parthenay ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Tony CHESNEAU-LLOYD, directeur de cabinet du préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 5 janvier 2026 faisant suite à l'inspection sur site du 12 novembre 2025 constatant l'inobservation de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 susmentionné ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant en date du 6 janvier 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courrier le 23 janvier 2026 ;

Considérant que lors de sa visite en date du 12 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le non-respect de la prescription suivante de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 :

- article 7.5.5 : non respect des mesures d'organisation mentionnées dans l'étude danger (emplacement du stockage de palettes bois en zone de fabrication différent de celui prévu dans l'EDD) ;

Considérant que cette non-conformité est susceptible d'accroître les risques d'incendie et d'exposition des personnes, et qu'elle constitue un écart réglementaire ;

Considérant que durant la phase de contradictoire l'exploitant a transmis, par courriel en date du 26 janvier 2026, des compléments d'information ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MAXAM France de respecter les dispositions de l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code précité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société MAXAM France (SIRET 42 093 309 500 028) dont le siège social est situé Forêt d'Autun à Thénazay (79 390), est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, les dispositions du présent arrêté pour ses installations de dépôt d'explosifs et d'unités de fabrication d'explosifs situées Forêt d'Autun sur les communes de Thénazay (79 390) et La Ferrière-en-Parthenay (79 390).

Article 2

L'exploitant se met en conformité avec la prescription suivante de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 :

- article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 – au plus tard le 20 février 2026, en relocalisant son stockage de palettes bois de la zone de fabrication tel que prévu dans l'étude de dangers.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

Article 3

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 5

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet, la sous-préfète de l'arrondissement de Parthenay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux mairies de Thénésay et La Ferrière-en-Parthenay ainsi qu'à la société MAXAM France.

Niort, le **29 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur de cabinet du préfet



Tony CHESNEAU-LLOYD

